

# COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CAUSSE DE LABASTIDE-MURAT PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

---

## RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

*Pièce 6.4.2*

---

Tampon de la CCCLM

Tampon de la Préfecture



---

PRESCRIPTION DE L'ELABORATION 9 décembre 2013

---

DEBAT SUR LE PADD 22 juin 2017

---

ARRET DU PROJET 06 août 2019

---

ENQUETE PUBLIQUE du 03 février au  
07 mars 2021

---

APPROBATION 16 décembre 2021

---

Publication  
établissement  
d'actes  
décisions judiciaires  
à publier

PUBLICATION  
(1)

TAXE

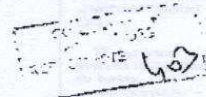
Vol.

N°

SALAIRES

DEPARTEMENT DU LOT  
DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Enregistré le : 14 Fev. 1986  
Au registre n° : 12  
Sous le n° : 331



ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLARATION  
D'UTILITE PUBLIQUE DES PERIMETRES DE PROTECTION

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
du Département du Lot,

- VU le plan des lieux et notamment le plan et l'état parcellaire des terrains compris dans les périmètres de protection du captage ;
- VU la délibération du 2 juin 1983 du Comité du Syndicat de FRANCOULES demandant l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des Sources de BOUCAYRAC et FONT POLEMIE situées respectivement sur les communes de ST MARTIN DE VERS et CABRERETS ;
- VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 1985 dans la commune de FRANCOULES
- VU l'avis du Commissaire-enquêteur ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture
- VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;
- VU le décret 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

(1) Le requérant ne doit, en aucun cas, adresser au service ou à gauche (à droite, si l'envoi est désigné) les copies ou extraits (selon le cas) des décisions judiciaires à publier.

Remarques  
et recommandations

Voir pages suivantes  
en marge

N° 3266 - IN 3 47704 N 08 D - Janvier 1983

2.

VU le décret 76-432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59-701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975 ;

VU les articles L-20 et L-20.1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret 61-859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret 67-1093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 ;

CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du LOT ;

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1er** - Les périmètres de protection des sources de BOUCAYRAC et FONT POLEMIE, situées respectivement sur les communes de SAINT MARTIN DE VERS et CABRERETS, alimentant le Syndicat de FRANCOULES, sont déclarés d'utilité publique.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L-20 du Code de la Santé et en application des dispositions du décret n° 61-859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont établis autour du captage conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints et du rapport géologique ; un périmètre de protection éloignée est également déterminé conformément au rapport géologique.

**ARTICLE 3** -

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé afin que son accès soit rendu impossible à tout animal. Toutes cultures, fumures, irrigations, tous passages y seront interdits, de même que la construction de tout édifice à usage particulier.

**NATURE DU DOCUMENT DESTINE A ETRE CONSERVE AU BUREAU DES HYPOTHEQUES.**

Sont publiés :  
- des expéditions ou des extraits littéraux ou des extraits littéraux de décisions judiciaires ou des décisions judiciaires des extraits analytiques ne sont pas acceptés ;

- des copies : ce sont, principalement, celles des actes d'insinuation ou de transcription des actes émis sans préjudice exceptionnellement admis à la formalité.

**1° CAS DES ACTES SOUMIS A LA FORMALITE UNIQUE (ENREGISTREMENT ET PUBLICITE).**

1° hypothèse : Immeubles situés en totalité dans le ressort du bureau.  
Une expédition - ou, éventuellement, une copie partielle - l'acte aux immeubles situés dans ce ressort (décret n° 70-548 du 22 juin 1970, art. 2, § 1, et 1) (1).

2° hypothèse : Immeubles situés en partie dans le ressort d'un bureau.  
Un extrait littéral - ou, éventuellement, une copie partielle - l'acte aux immeubles situés dans ce ressort (même décret, art. 10, al. 1, et 11, al. 2) (2).

**2° CAS DES ACTES SOUMIS A LA SEULE FORMALITE DE PUBLICITE ET DES DECISIONS JUDICIAIRES.**

1° hypothèse : Immeubles situés en totalité dans le ressort du bureau.  
Une expédition - ou, éventuellement, une copie - intégrale  
ou un extrait littéral (ou éventuellement, une copie partielle)

2° hypothèse : Immeubles situés en partie dans le ressort d'un bureau.  
Un extrait littéral - ou, éventuellement, une copie partielle - l'acte aux immeubles situés dans ce ressort (et s'il y a lieu comme dans l'hypothèse précédente) (même décret, art. 65-1 du décret du 14 octobre 1965).

1) Le second document le ressort du bureau est également une expédition - ou une copie - intégrale (même décret).

(1) Le second document le ressort du bureau est également une expédition - ou une copie - intégrale (même décret).

(2) Dans le cas où l'immeuble est situé en partie dans le ressort d'un bureau et en partie dans le ressort d'un autre bureau, le second document le ressort du bureau est également une expédition - ou une copie - intégrale (même décret).

(3) Eventuellement, l'expédition partielle de la publicité aux hypothèques (décret n° 70-548 du 22 juin 1970, art. 10, al. 2 et 3) (1).

GÉNÉRALE

PÔTS

3.

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée les mesures suivantes sont imposées :

- Mise en application de la réglementation générale de protection des eaux :

- . Interdiction de forages de puits, d'ouverture et d'exploitation de carrières, de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, détritiques et produits radioactifs, d'installation de canalisations et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de déversement d'eaux usées de toute nature.

- Prescriptions spécifiques :

a) pour la Source de BOUCAYRAC :

- . Interdiction d'épandage des engrais à des doses supérieures à celles qui sont nécessaires à la conduite rationnelle des cultures pratiquées dans les parcelles considérées.
- . Interdiction d'épandage des pesticides ou herbicides à des doses supérieures à celles fixées lors de l'homologation de chacun des produits utilisés et précisées dans les conditions d'emploi.

b) pour la Source de FONT POLEMIE :

- . Interdiction d'épandage d'engrais, pesticides et herbicides.

A l'intérieur des périmètres de protection éloignée, on veillera à ce que les Administrations délivrant les autorisations nécessaires à l'établissement d'activités polluantes quelles qu'elles soient, appliquent rigoureusement la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4** - Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'Administration concernée :

- . les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
- . les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

Le requérant no 40-t. Sous  
scans protégés, carte Ju-  
risdiction du à gauche des trous  
1924.

N° 3266 ... IN 2 437160 M 03 D - MAI 1987

4.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

**ARTICLE 5** - Les périmètres de protection immédiate et rapprochée pour lesquels les servitudes feront l'objet de la publication à la Conservation des Hypothèques sont représentés par le tableau joint au présent arrêté.

**ARTICLE 6** - Les servitudes instituées dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publication foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le Président du Syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

**ARTICLE 7** - Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou établissements publics.

**ARTICLE 8** - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, pris en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

.../...

Le requérant ne doit, sous aucun prétexte, être au Greffe de la Cour de Cassation.

GÉNÉRALE  
IMPÔTS

5.

ARTICLE 9 - Le Président du Syndicat de FRANCOULES et l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à

- MM. les Maires de SAINT MARTIN DE VERS et CABRERETS,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement du Lot,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Lot.

Fait à CAHORS, le 14 février 1986

Pour LE PREFET,  
Commissaire de la République  
du Département du Lot  
Le Secrétaire Général,

signé :  
Robert MICHELIN

Le requérant ne doit, sous  
aucun prétexte, inscrire au-  
dessus ou à gauche des traits  
épais.

Malecoste

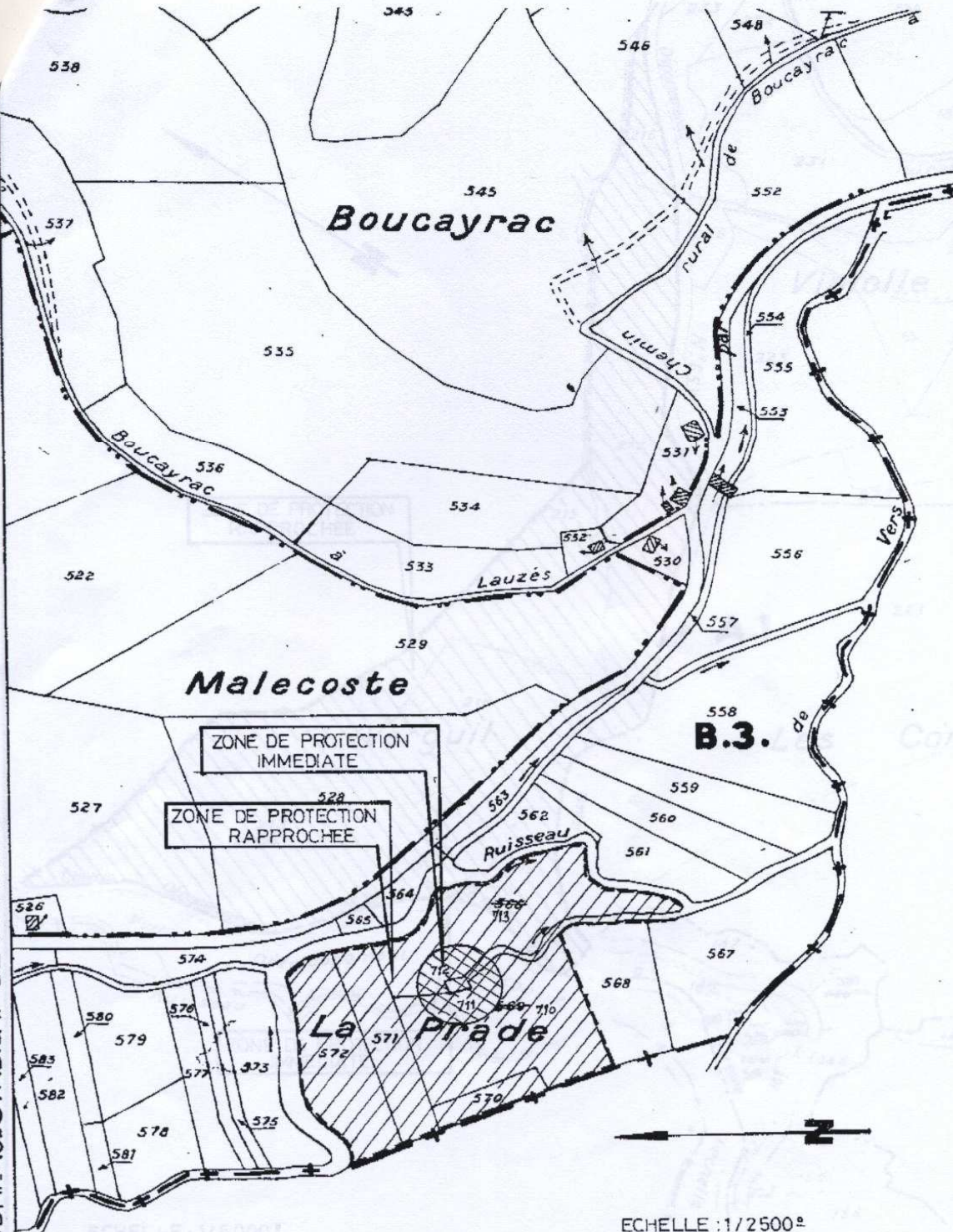
ZONE DE PROTECTION  
IMMEDIATE  
ZONE DE PROTECTION  
RAPPROCHEE

B.3.

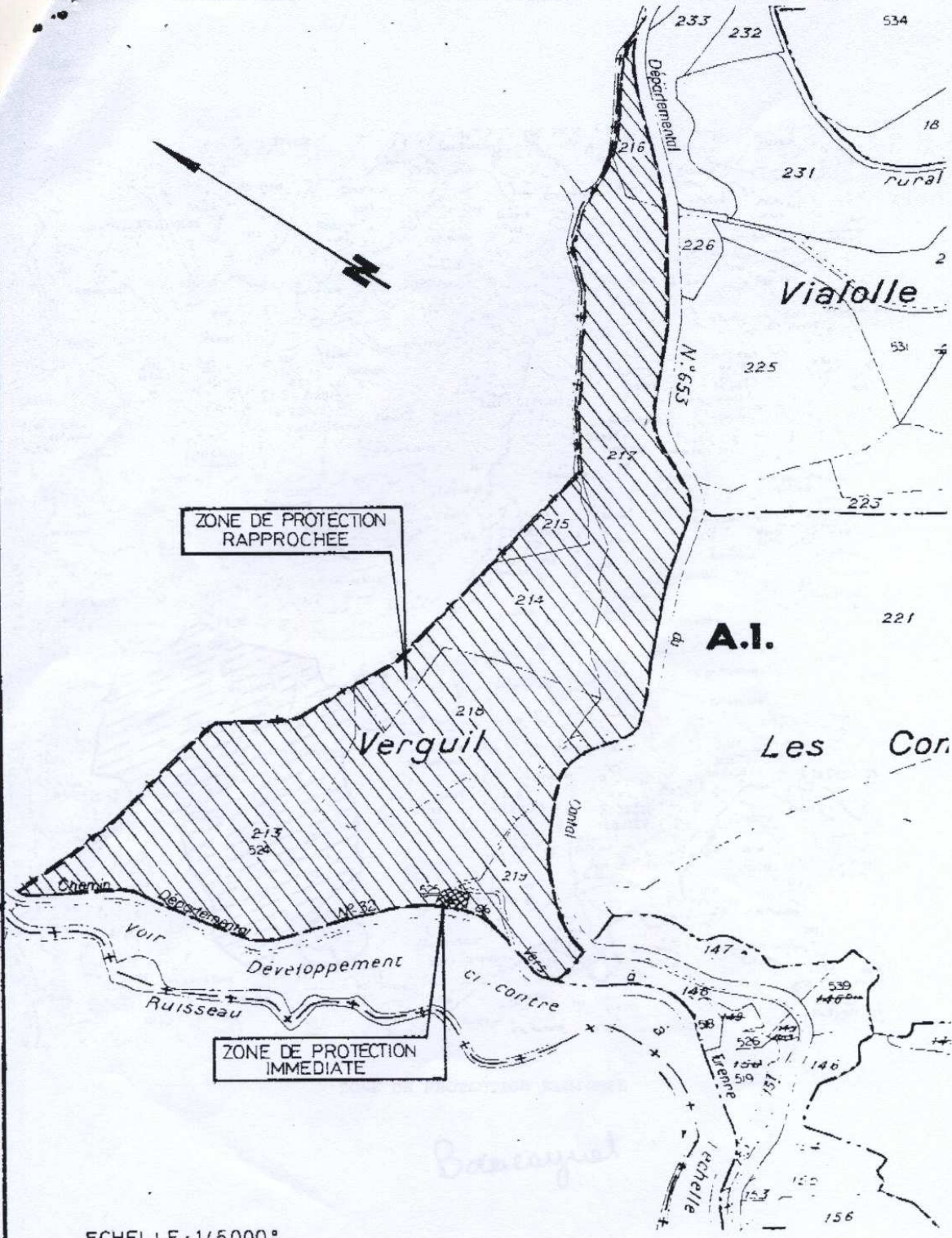
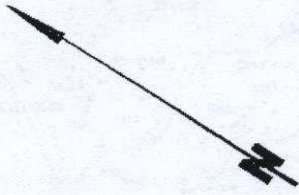
N° 3266 - IN 3 437160 N 09 D - MAJ 1987

ECHELLE 1/2500'

DDAF\_46\_SYNDICAT DE FRANCOULES\_COMMUNE DE ST-MARTIN-DE-VERS\_PERIMETRES PROTECTION



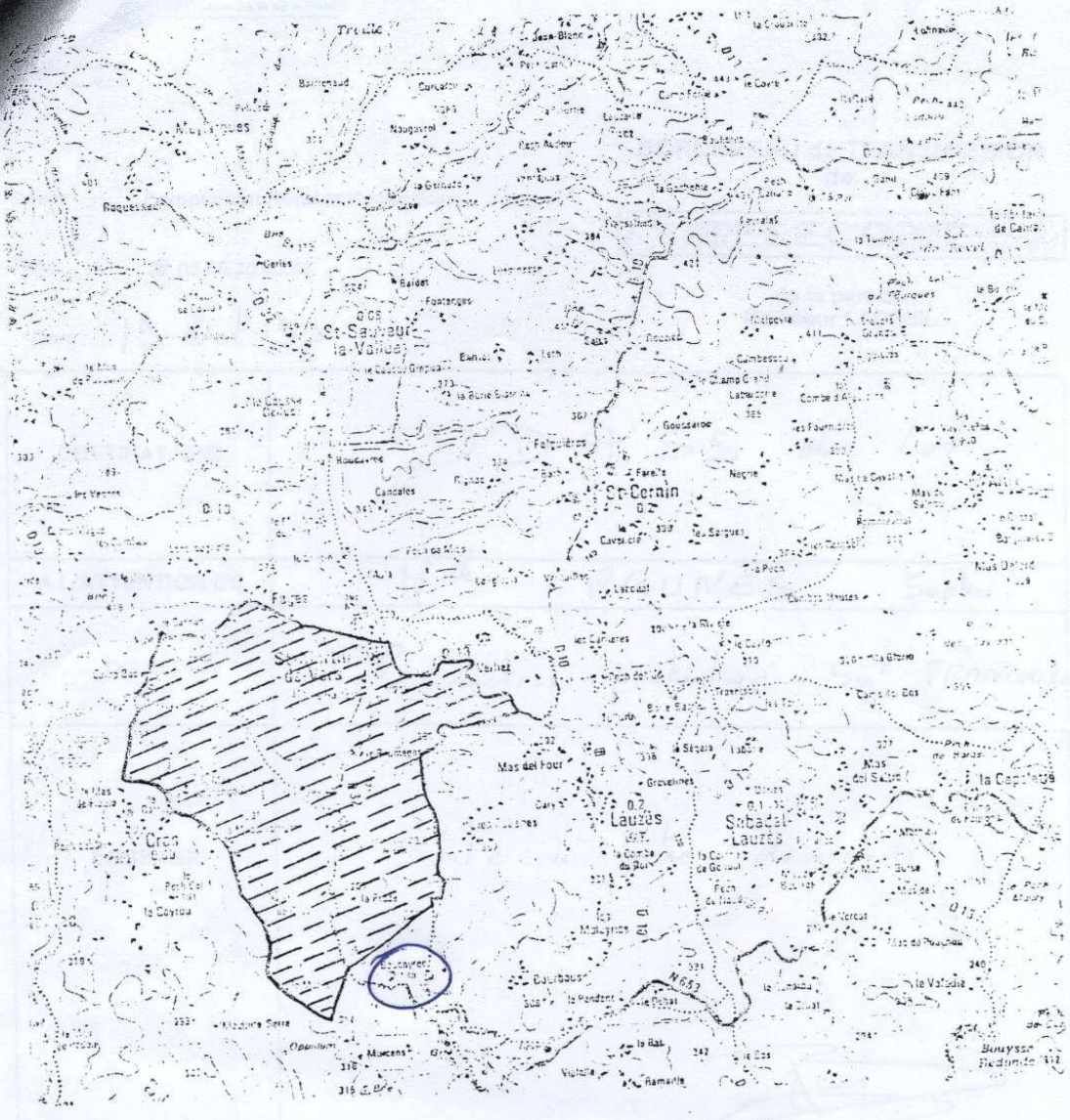
DDAF\_46\_SYNDICAT DE FRANCOULES\_COMMUNE DE CABRETS\_PERMETRES PROTECTION FON.



ZONE DE PROTECTION RAPPROCHEE

ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE

ECHELLE: 1/5000<sup>e</sup>



ZONE DE PROTECTION ELOIGNEE

*Boulayet*



Enregistré le: 12/04/10  
Sous le N°: E-2010-70

Direction  
Départementale  
des Territoires  
du Lot

## PREFECTURE DU LOT

### ARRETE

### portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles - Risque Inondation - bassin du LOT moyen - CÉLÉ aval

Service Gestion des  
Sols et Ville Durable

Unité Risques  
Naturels

**Le Préfet du Lot,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 sur les risques naturels et technologiques ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;
- VU le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévision des Risques Naturels – Inondation – sur le bassin du Lot moyen – Célé aval pour les communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÈNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINÉ, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, des maires des communes susvisées en vue de recueillir l'avis des conseils municipaux respectifs sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation et les avis reçus en réponse des conseils municipaux de ARCAMBAL, BOUZIES, CAJARC, CALVIGNAC, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, de la Chambre d'Agriculture du Lot et son avis en réponse, en date du 6 mars 2007 ;

VU la saisine, en date du 9 janvier 2007, du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2008, portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin du Lot moyen – Célé aval ;

VU le rapport de la commission d'enquête, transmis à la préfecture du Lot le 24 décembre 2008 donnant un avis favorable au Plan de Prévention de Risques Naturels Prévisibles, risque inondation du bassin du Lot moyen – Célé aval, assorti de recommandations ;

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels à l'issue de l'enquête publique et des concertations engagées suite aux recommandations de la commission d'enquête publique.

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires du Lot,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – Inondation – sur le bassin du Lot moyen – Célé aval est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

### **Article 2 :**

Le plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - inondation - comprend, pour chaque commune :

- **Une note de présentation**, indiquant les secteurs géographiques concernés, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- **un plan de zonage**, délimitant les différentes zones, en fonction de l'aléa et du degré d'urbanisation constaté,
- **un règlement**, définissant les prescriptions applicables en matière d'urbanisation dans chacune de ces zones.

**Article 3 :**

Le plan de Prévention des Risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique conformément à l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 4 :**

Ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles sera tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÉNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS,

- à la préfecture du Lot (Service de la Sécurité Intérieure),

- à la direction départementale des territoires du Lot (Service Gestion des Sols et Ville Durable, Unité Risques Naturels).

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur départemental des territoires du Lot, les maires des communes de ARCAMBAL, BOUZIES, BRENGUES, CABRERETS, CAJARC, CALVIGNAC, CÉNEVIERES, CORN, CRÉGOLS, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, LAMAGDELAINE, LARNAGOL, MARCILHAC-SUR-CÉLÉ, ORNIAC, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GÉRY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CÉLÉ, TOUR-DE-FAURE et VERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le département et affiché dans les mairies des communes précitées, durant un mois au minimum.

Fait à Cahors, le 7 AVR. 2010  
le Préfet du Lot

  
Jean-Luc MARX

**Délais et voies de recours**

Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DU LOT

# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

## RISQUE INONDATION

### BASSIN DU LOT MOYEN - CELE AVAL

-----

## REGLEMENT

Vu pour être annexé à l'arrêté du

7 avril 2010

Le Préfet du Lot

Signé.

Jean-Luc MARX

# **REGLEMENT PPR**

---

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Article 1-3 - Effets du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles

Article 1-4 - Zonage

Article 1-5 - Contenu du règlement

Article 1-6 - Infractions

## **TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME**

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

## **TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION**

## **TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES**

## **TITRE V - MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1-1 - Champ d'application territorial**

Le présent règlement s'applique sur les secteurs des cours d'eau du Lot et du Célé dénommé « **bassin Lot moyen et Célé aval** » et intégrant les communes de :

**Pour la rivière Lot** : ARCAMBAL, BOUZIES, CAJARC, CALVIGNAC, CENEVIERES, CREGOLS, LAMAGDELAINNE, LARNAGOL, SAINT-CIRQ-LAPOPIE, SAINT-GERY, SAINT-MARTIN-LABOUVAL, TOUR-DE-FAURE, VERS.

**Pour la rivière Célé** : BRENGUES, CABRERETS, CORN, ESPAGNAC-SAINTE-EULALIE, MARCILHAC-SUR-CELE, ORNIAC, SAINT-SULPICE, SAULIAC-SUR-CELE.

Il détermine les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs arrêtés par le Gouvernement en matière de gestion des zones inondables, à savoir :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut pas être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées.

Les 2 cours d'eau sont couverts par un système d'annonce des crues. Cinq stations sont implantées sur ces derniers : Capdenac, Bouziès et Cahors pour la rivière Lot, Bagnac-sur-Célé et Figeac pour la rivière Célé.

Sur le territoire inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles ont donc été délimitées :

- les zones d'expansion de crues à préserver, qui sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où la crue peut stocker un volume d'eau comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport ...;
- les zones d'aléas les plus forts, déterminés en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue ou si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière.

En application notamment de l'article L 562-2 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de construction).

## **Article 1-2 - Régime d'autorisation**

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupations du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le code de l'urbanisme ou par le code de l'environnement, **ayant une existence légale à la date d'approbation du présent PPRI.**

## **Article 1-3 - Effets du plan de prévention des risques naturels prévisibles**

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, conformément aux articles L 562-4 du code de l'environnement et L 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le respect des dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité normale d'un agent naturel, lorsque l'état de la catastrophe naturelle sera constaté par arrêté ministériel, et si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour réaliser les mesures de prévention prévues par le présent règlement. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le Préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur. Les travaux qui seraient imposés à des biens régulièrement construits ou aménagés ne peuvent porter que sur des aménagements limités et ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale des biens concernés.

## **Article 1-4 - Zonage**

1-4-1 **La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

1-4-2 **La zone orange (O)** est une zone urbanisée de façon dense où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à un mètre (1 m) d'eau ou les vitesses de courant supérieures à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa fort. Toutefois, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions. Elle comprend une zone O2 permettant la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

1-4-3 **La zone bleue (B)** est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa faible dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

1-4-4 **La zone rouge (R)** comprend des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle. Ces zones sont caractérisées par des encaissements marqués. Il est possible que toutes ces situations n'aient pas été identifiées dans le zonage du PPRi. L'analyse de projets dans des bassins à aléa torrentiel non identifiés par le PPRi doit néanmoins être conduite conformément au règlement se rapportant à la zone rouge.

## **Article 1-5 - Contenu du règlement**

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique (la plus forte connue) majorée de vingt centimètres (20 cm), ou si cette crue était plus faible qu'une crue centennale, cette dernière majorée de vingt centimètres (20 cm).

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux livres troisième et quatrième du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

## **Article 1-6 Infractions**

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues aux articles L 216.1 et suivants et L 562-5 du Code de l'Environnement et L 480-4 du Code de l'Urbanisme

## **TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME**

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les livres III et IV du Code de l'Urbanisme.

Elles visent également les dispositions contenues dans le Code de l'Environnement pour le régime des autorisations ou déclarations.

Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou des prescriptions subordonnant leur délivrance.

### **Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte**

**La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des **zones d'aléa fort (V1)** ou **d'aléa faible (V2)**. Elle est en général très peu urbanisée. L'activité agricole y est dominante.

#### **Zone V1 -**

##### **Article 2-1-1 V1- Sont interdits :**

**Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2.1.2 V1 ci-dessous.

**Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**

- **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux, extension d'emprise des constructions ;
- **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
- **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé des caravanes, la création de logements nouveaux, l'extension des terrains de camping et caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...;
- **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue.

**Article 2-1-2 V1- Sont soumis à des conditions particulières :**

**- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées et sous réserve :**

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue.

**- Les réserves artificielles d'eau de substitutions nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs et sous réserve :**

- de l'absence de remblai ou endiguement, pour préserver le champ d'expansion des crues ;
- de ne pas exposer aux événements les équipements vulnérables ou sensibles nécessaires au fonctionnement de ces ouvrages ;
- d'éviter les implantations aggravant l'aléa ou l'ampleur des phénomènes, avec impact sur des enjeux identifiés.

**- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment :** prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

**- Les constructions de superstructures indispensables au fonctionnement d'activités sportives ou de loisirs de plein air, à l'exclusion de tout bâtiment à usage résidentiel et après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

**- Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m<sup>2</sup> de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone...**

**- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment :** infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

**- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment :** plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

**- Les changements de destination et adaptation sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public de type O (hôtels ou pensions de famille), R (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), U (établissements de soins) et J (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) avec hébergement.**

**- Les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

## **Zone V2 -**

### **Article 2-1-1 V2 : sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles**, ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-1-2 V2 ci-dessous.
- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**
  - **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux...;
  - **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
  - **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé de caravanes ;
  - **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

### **Article 2-1-2 V2 : sont soumises à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, aux activités de loisirs, à l'extension de terrains de camping et de caravanage, de parc résidentiel de loisirs, de village de vacances**, sous réserve :
  - qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
  - que les planchers soient situés au dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage ;
  - qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue.
- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...
- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m<sup>2</sup> de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone...**
- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

- **les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés.

## **Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange**

**La zone orange (O) est une zone d'aléa fort.** Il s'agit d'une zone urbanisée où compte tenu d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il convient d'y laisser quelques possibilités d'aménagement des constructions moyennant prescriptions.

Une zone O2 permet la réalisation de constructions nouvelles pour des usages particuliers et dans des conditions d'aménagement précises.

### **Article 2-2-1 - sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-2-2 ci dessous.

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**

- **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux ;
- **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...;
- **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances ;
- **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

### **Article 2-2-2 - Sont soumis à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques.

- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à 6m<sup>2</sup> de SHOB par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination et adaptation sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher**, à l'exception des transformations en établissement recevant du public de **type O** (hôtels ou pensions de famille), **R** (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), **U** (établissements de soins) et **J** (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) **avec hébergement**.

- **Les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue ;
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue ;
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

- **Dans le secteur O2**, les constructions liées à une activité commerciale ou de services s'inscrivant dans la logique d'aménagement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et respectant les conditions suivantes :

- cote du 1<sup>er</sup> plancher utile au niveau de la cote amont indiqué au plan de zonage ;
- surface au sol des constructions et installations (rampe d'accès, quai...) limitée à 30 % du terrain d'assiette contenu dans la zone O2 ;
- dispositions constructives imposées, pilotis ou vide sanitaire ouvert et libre de toute occupation temporaire ou permanente.

## **Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue**

**La zone bleue (B)** correspond à une zone urbaine où l'aléa de la crue de référence est faible. C'est une zone dans laquelle il est possible à l'aide de prescriptions de préserver les biens et les personnes.

### **Article 2-3-1 : est interdit :**

- la création de terrains de camping et de caravanage.

### **Article 2-3-2 : sont soumis à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations nouvelles, les adaptations ou modifications des constructions ou installations existantes:**

- **qui n'augmentent pas la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment annexes, mur ou clôture, serres... ;
- **qui n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés**. En particulier, le premier niveau de plancher utile devra être aménagé au-dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage ;
- **qui ne présentent pas de risque de pollution en cas de crue ;**
- **que l'emprise au sol** des constructions ou de leurs supports et des installations ne dépasse pas trente pour-cent (30%) de la surface du terrain d'assiette contenu dans la zone bleue.

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux.

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

## **Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge**

**La zone rouge (R)** correspond à des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle.

### **Article 2-4-1 - Sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2-4-2 ci dessous

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changements de destination, réfection, extension ou modifications :**

- **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux ;
- **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue** notamment stockage d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau en dessous du niveau de la crue de référence quand elle existe ;
- **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence quand elle existe, la création de logements nouveaux, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances ;
- **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

### **Article 2-4-2 - Sont soumis à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, micro centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques ...

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate-forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public.**

## **TITRE III : REGLES DE CONSTRUCTION**

Les règles du présent titre valent règles de construction au sens du Code de la Construction et de l'Habitation et figurent au nombre de celles que le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L 125-6 du Code des Assurances). Elles sont applicables dans toutes les zones.

### **Article 3-1 : Dispositions applicables aux biens et activités futurs**

- Toutes les constructions et installations doivent être édifiées sur des piliers isolés ou sur vide sanitaire, à l'exception des parties annexes qui pourront reposer sur un plancher dit en terre plein, au niveau du terrain naturel,
- Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées,
- Les fondations, murs et parties de la structure situés au-dessous de la cote de plancher doivent comporter une arase étanche,
- Les parties de constructions ou installations situées au dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux étanches aux infiltrations,
- Les revêtements de sols et de murs, les protections phoniques et thermiques situés au-dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau,
- les compteurs électriques doivent être placés à la cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm),
- Les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher,
- Le mobilier d'extérieur de toute nature, doit être fixé de façon à résister aux effets d'entraînement de la crue de référence,
- Les réseaux de chaleur doivent être équipés d'une protection thermique hydrophobe,
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau,
- S'il est nécessaire que le profil en long des voies d'accès se situe au-dessus de la cote de référence, ces voies doivent être équipées d'ouvrage de décharge dont l'ouverture permettra l'écoulement de la crue. Elles doivent être protégées de l'érosion et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau.

### **Article 3-2 : Dispositions applicables aux biens et activités existants**

Dispositions à mettre en œuvre à l'occasion de travaux de rénovation ou remise en état après une inondation dans les limites fixées par l'article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 :

1°) Les menuiseries (portes, fenêtres, vantaux ...), les revêtements de sols et murs, les protections phoniques et thermiques situées au-dessous de la cote de la crue de référence seront reconstitués avec des matériaux insensibles à l'eau.

2°) Les compteurs électriques seront remplacés à une cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm).

3°) Les réseaux électriques intérieurs seront dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou rétablis au-dessus de la cote de plancher.

Dans la mesure où ils peuvent être déplacés sans la réalisation de travaux importants, les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher.

### **Article 3-3 : Mesures individuelles de prévention**

Pour les constructions existantes, sous réserve de faire vérifier par un homme de l'Art, la résistance des planchers et des murs anciens. Des dispositifs d'étanchement des ouvertures devront permettre de se protéger jusqu'à au moins un mètre (1 m) de hauteur par rapport au terrain naturel.

## **TITRE IV : GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE**

Les ouvrages installés dans les cours d'eaux présentent une grande variété de situations liées à :

- leurs vocations (usage hydroélectrique, retenue de prise d'eau, loisir, aménagement hydraulique, passe à poissons, ouvrage désaffecté...);
- leur structure et leur dimensionnement : chaussées de moulins, seuils, épis de protection de berges, digues, vannes clapets, barrage poids, barrages voûte, canaux.

Les ouvrages d'art (pont routier, pont ferroviaire, pont canal...) influencent également le libre écoulement des eaux, lors des crues, du fait du profil des piles, de la section hydraulique, des remblais et de la présence d'ouvrages de décharge en lit majeur).

Les conséquences d'un défaut d'entretien des ouvrages, et de leurs débouchés hydrauliques, peuvent conduire, par la présence d'embâcles, à l'exhaussement des eaux en amont de l'aménagement, et à une modification locale de la zone inondable.

Des embâcles peuvent modifier la propagation de l'onde de crue et conduire jusqu'à la ruine complète de certains ouvrages.

L'entretien courant, ainsi que les opérations ponctuelles telles que l'enlèvement des embâcles qui garantissent la pérennité d'un ouvrage et le maintien de son débouché, sont à la charge du maître d'ouvrage et sous sa responsabilité.

L'évacuation des matériaux résultant de l'entretien des ouvrages (terre, gravats, végétaux, bois mort, souche, etc...) pour assurer un débouché hydraulique nominal, s'effectuera par voie terrestre (route, voies ferrées).

Le service déconcentré de l'Etat, en charge de la police des eaux, sera amené à veiller à la bonne conduite de ces travaux d'entretien et à dresser procès-verbal en cas de non respect des règles de gestion édictées par le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles.

## **TITRE V : MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

Il s'agit de mesures d'ensemble qui doivent être prises par les collectivités publiques, en respectant les compétences qui leur sont dévolues ou incomber aux particuliers éventuellement regroupés en associations syndicales.

Elles sont notamment destinées à assurer la sécurité des personnes et à faciliter l'organisation des secours.

### **Élaboration de Plans Communaux de Sauvegarde et des Dossiers d'Information Communaux sur les Risques Majeurs :**

Dans les communes à PPR approuvé, la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 a rendu obligatoire l'élaboration par les communes de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS). Ces documents doivent être établis dans les deux (2) ans qui suivent l'approbation du PPR.

Par ailleurs et en application de l'article R 125.11 du code de l'environnement, les communes mentionnées à l'article R 125.10 du même code doivent établir un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

# PPR INONDATION BASSIN DU LOT MOYEN - CELE AVAL

commune de ORNIAC

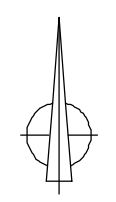
## plan de zonage

- Limites des communes
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1 Zone verte V1 aléa fort
- V2 Zone verte V2 aléa faible
- O Zone orange
- B Zone bleue
- R Zone rouge

132,20 Cote de plancher (NGF)

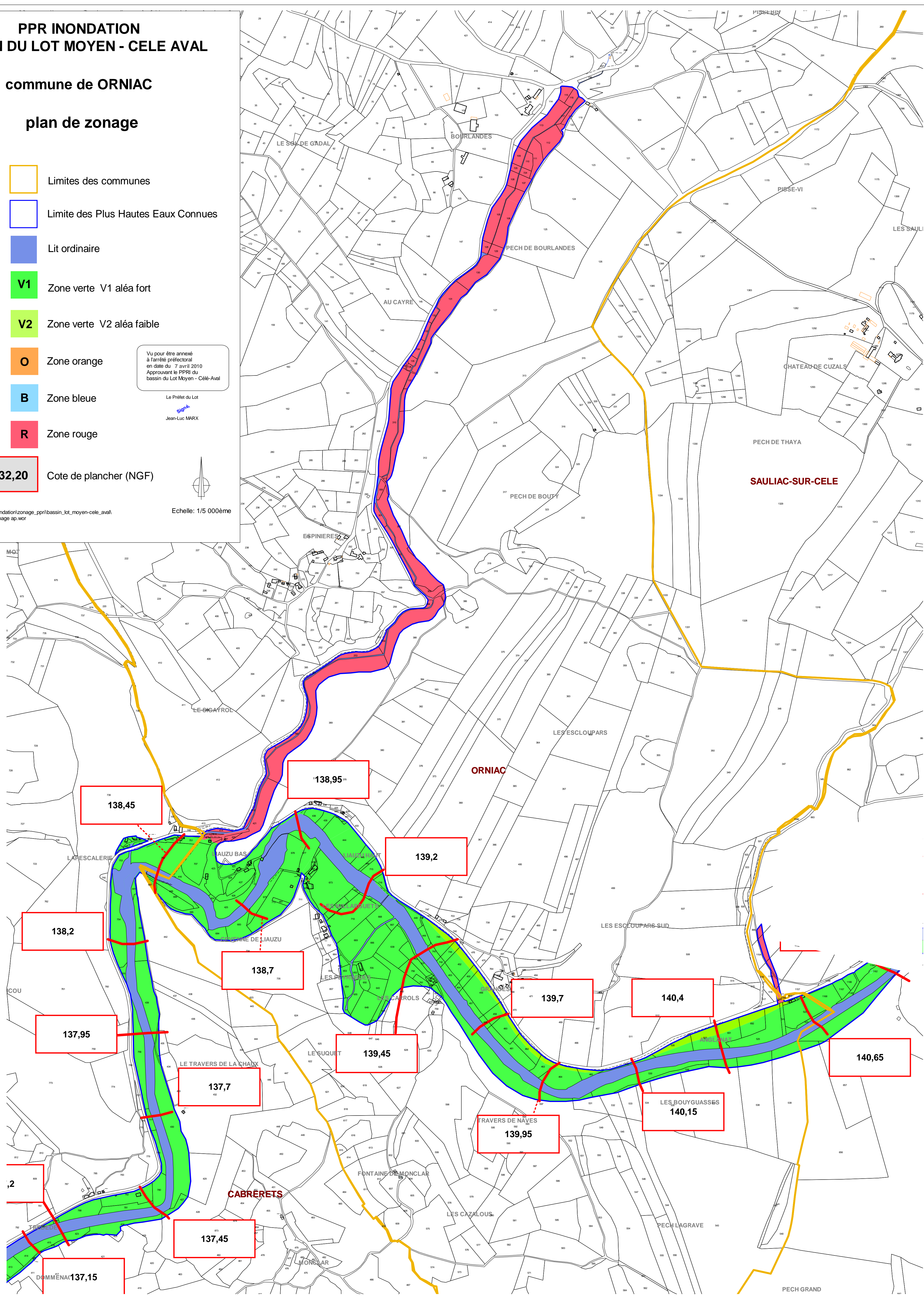
Vu pour être annexé  
à l'arrêté préfectoral  
en date du 7 avril 2010  
Approuvant le PPRi du  
bassin du Lot Moyen - Célé-Aval

Le Préfet du Lot  
*Signé*  
Jean-Luc MARX



Echelle: 1/5 000ème

SGSVD  
Risques  
Naturels  
s:\cartographie\risques\ppr\inondation\zonage\_ppr\bassin\_lot\_moyen-cele\_aval  
zonage.apr\pdf\Ngi\_Orniac\_zonage.apr.wor  
Déc.2007 - Mars 2010





Enregistré le : 15/02/2010  
Sous le N°: E-2010-33

*Direction  
départementale  
des Territoires  
du Lot*

## **PREFECTURE DU LOT**

### **ARRETE**

**portant approbation**

**du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles**

**- Risque Inondation -**

**du bassin CEOU-BLEOU**

*Service Gestion des  
Sols et Ville Durable*

*Unité Risques Naturels*

**Le Préfet du Lot,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 16 modifié ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 sur les risques naturels et technologiques ;
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
- VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;
- VU le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5 mai 2008 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévision des Risques Naturels – Inondation – sur le bassin du Céou Bléou pour les communes de CONCORES, DEGAGNAC, FRAYSSINET, GOURDON, LEOBARD, Le VIGAN, MONTFAUCON, SAINT CHAMARAND, SAINT CLAIR, SAINT GERMAIN du BEL AIR, SALVIAC, SENIERGUES et VAILLAC ;

VU la saisine, en date du 8 octobre 2008, des maires des communes susvisées en vue de recueillir l'avis des conseils municipaux respectifs sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation et les avis reçus en réponse des conseils municipaux de CONCORES, DEGAGNAC, FRAYSSINET, GOURDON, LEOBARD, Le VIGAN, MONTFAUCON, SAINT CHAMARAND, SAINT CLAIR, SAINT GERMAIN du BEL AIR, SALVIAC et SENIERGUES ;

VU la saisine, en date du 8 octobre 2008, de la Chambre d'Agriculture du Lot et son avis en réponse, en date du 12 décembre 2008 ;

VU la saisine, en date du 8 octobre 2008, du Centre Régional de la Propriété Forestière et son avis en réponse, en date du 29 octobre 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 mai 2009, portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'inondation du bassin du Céou Bléou ;

VU le rapport de la commission d'enquête, transmis à la préfecture du Lot le 13 août 2009 donnant un avis favorable au Plan de Prévention de Risques Naturels Prévisibles, risque inondation du bassin du Céou Bléou, assorti de recommandations ;

VU les modifications apportées au projet de Plan de Prévention des Risques Naturels à l'issue de l'enquête publique et des concertations engagées suite aux recommandations de la commission d'enquête publique.

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Territoires du Lot,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – Inondation – sur le bassin du Céou Bléou est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

### Article 2 :

Le plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - inondation - comprend, pour chaque commune :

- **Une note de présentation**, indiquant les secteurs géographiques concernés, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- **un plan de zonage**, délimitant les différentes zones, en fonction de l'aléa et du degré d'urbanisation constaté,
- **un règlement**, définissant les prescriptions applicables en matière d'urbanisation dans chacune de ces zones.

**Article 3 :**

Le plan de Prévention des Risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique conformément à l'article L 562-4 du code de l'environnement.

Il sera annexé aux plans locaux d'urbanisme (P.L.U.) des communes concernées, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 4 :**

Ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles sera tenu à la disposition du public :

- dans les mairies des communes de CONCORES, DEGAGNAC, FRAYSSINET, GOURDON, LEOBARD, Le VIGAN, MONTFAUCON, SAINT CHAMARAND, SAINT CLAIR, SAINT GERMAIN du BEL AIR, SALVIAC, SENIERGUES et VAILLAC,

- à la préfecture du Lot (Service de la Sécurité Intérieure),

- à la direction départementale des territoires du Lot (Service Gestion des Sols et Ville Durable, Unité Risques Naturels).

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Lot, le directeur départemental des territoires du Lot, les maires des communes de CONCORES, DEGAGNAC, FRAYSSINET, GOURDON, LEOBARD, Le VIGAN, MONTFAUCON, SAINT CHAMARAND, SAINT CLAIR, SAINT GERMAIN du BEL AIR, SALVIAC, SENIERGUES et VAILLAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le département et affiché dans les mairies des communes précitées, durant un mois au minimum.

Fait à Cahors, le **15 FEV. 2010**  
le Préfet du Lot

Jean-Luc MARX

**Délais et voies de recours**

Toute personne ayant un intérêt à agir peut exercer un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'arrêté approuvant le PPR. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES DU LOT

# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

## RISQUE INONDATION

### BASSIN DU CEOU BLEOU

-----

## REGLEMENT

Vu pour être annexé à l'arrêté du  
15 FEV .2010

Le Préfet du Lot  
**Signé,**

Jean – Luc MARX

# **REGLEMENT PPR**

---

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1-1 - Champ d'application territorial

Article 1-2 - Régime d'autorisation

Article 1-3 - Effets du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles

Article 1-4 - Zonage

Article 1-5 - Contenu du règlement

Article 1-6 - Infractions

## **TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME**

Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte

Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange

Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue

Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge

## **TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION**

## **TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE**

## **TITRE V - MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

## **TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1-1 - Champ d'application territorial**

Le présent règlement s'applique au secteur du Lot Aval dénommé « **bassin du Céou Bléou** » et intégrant les communes de :

**Concorès, Dégagnac, Frayssinet-le-Gourdonnais, Gourdon, Léobard, Montfaucon, Saint-Chamarand, Saint-Clair, Saint-Germain-du-Bel-Air, Salviac, Séniergues, Vaillac et Le Vigan.**

Il détermine les mesures d'interdiction ou de prévention à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs arrêtés par le Gouvernement en matière de gestion des zones inondables, à savoir :

- interdire les implantations humaines dans les zones les plus exposées où quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut pas être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones ;
- préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquable du fait de la proximité de l'eau et du caractère naturel des vallées concernées.

Le cours d'eau « Céou » est observé par le service de prévision des crues (SPC) de la Dordogne. Deux (2) stations sont implantées sur la partie lotoise du cours d'eau : « Pont de Rhodes » et « Pont de Jardel ».

Sur le territoire inclus dans le périmètre du plan de prévention des risques naturels prévisibles ont donc été délimitées :

- les zones d'expansion de crues à préserver, qui sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où la crue peut stocker un volume d'eau comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport ...
- les zones d'aléas les plus forts, déterminés en fonction des hauteurs d'eau atteintes par une crue de référence qui est la plus forte connue ou si cette crue était plus faible qu'une crue de fréquence centennale, cette dernière.

En application notamment de l'article L 562-2 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur (règlement d'urbanisme et règlement de construction).

## **Article 1-2 - Régime d'autorisation**

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tous travaux, ouvrages, installations et occupations du sol entrant ou non dans le champ d'application des autorisations prévues par le code de l'urbanisme ou par le code de l'environnement, **ayant une existence légale à la date d'approbation du PPR i.**

## **Article 1-3 - Effets du plan de prévention des risques naturels prévisibles**

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage, du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, conformément aux articles L 562.4 du code de l'environnement et L 126.1 du code de l'urbanisme.

Le respect des dispositions du plan de prévention des risques naturels prévisibles peut conditionner la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité normale d'un agent naturel, lorsque l'état de la catastrophe naturelle sera constaté par arrêté ministériel, et si les biens endommagés étaient couverts par un contrat d'assurance dommages.

Pour les biens et activités implantés antérieurement à la publication de l'acte approuvant ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai de cinq ans pour réaliser les mesures de prévention prévues par le présent règlement. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le Préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur. Les travaux qui seraient imposés à des biens régulièrement construits ou aménagés ne peuvent porter que sur des aménagements limités et ne peuvent entraîner un coût supérieur à dix pour-cent (10 %) de la valeur vénale des biens concernés.

## **Article 1-4 - Zonage**

1-4-1 **La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des zones d'aléa fort (V1) ou d'aléa faible (V2). Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

1-4-2 **La zone orange (O)** est une zone urbanisée de façon dense où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont supérieures à un mètre (1 m) d'eau ou les vitesses de courant supérieures à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa fort. Toutefois, compte tenu de leur histoire, d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il est admis d'aménager les constructions existantes moyennant certaines prescriptions.

1-4-3 **La zone bleue (B)** est une zone déjà urbanisée où, pour la crue de référence, les hauteurs de submersion sont inférieures ou égales à 1 m d'eau et les vitesses de courant inférieures ou égales à zéro mètre cinquante par seconde (0,50 m/s) définissant la zone d'aléa faible dans laquelle il est possible, à l'aide de prescriptions, de préserver les biens et les personnes.

1-4-4 **La zone rouge (R)** comprend des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle. Ces zones sont caractérisées par des encaissements marqués. Il est possible que toutes ces situations n'aient pas été identifiées dans le zonage du PPRi. L'analyse de projets dans des bassins à aléa torrentiel non identifiés par le PPRi doit néanmoins être conduite conformément au règlement se rapportant à la zone rouge.

## **Article 1-5 - Contenu du règlement**

Les mesures de prévention définies par le règlement sont destinées à préserver les champs d'expansion des crues, à favoriser leur libre écoulement et à limiter les dommages aux biens et activités existants ou futurs, conformément à l'article 5 du décret 95-1089 du 5 octobre 1995. Elles consistent soit en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols, soit en des mesures de prévention destinées à réduire les dommages. Les cotes de plancher retenues pour chacune des zones correspondent à celles de la crue historique (la plus forte connue) majorée de vingt centimètres (20 cm), ou si cette crue était plus faible qu'une crue centennale, cette dernière majorée de vingt centimètres (20 cm).

Ces mesures sont regroupées en quatre familles :

- dispositions d'urbanisme, contrôlées lors de la délivrance des autorisations visées aux livres troisième et quatrième du Code de l'Urbanisme et aux articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement ;
- règles de construction appliquées sous la seule responsabilité du maître d'ouvrage ;
- mesures relatives à la gestion des ouvrages en lit mineur dont l'ignorance peut engager la responsabilité du maître d'ouvrage concerné ;
- mesures préventives de protection susceptibles d'être mises en œuvre par des collectivités territoriales ou par des associations syndicales de propriétaires.

## **Article 1-6 Infractions**

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention de risques ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni des peines prévues aux articles L 562.5 et L 216.1 et suivants du code de l'environnement et L 480.4 du code de l'urbanisme.

## **TITRE II - DISPOSITIONS D'URBANISME**

Les dispositions contenues dans le présent titre ont valeur de dispositions d'urbanisme opposables notamment aux autorisations d'occupation du sol visées par les livres III et IV du Code de l'Urbanisme.

Elles visent également les dispositions contenues dans le code de l'environnement pour le régime des autorisations ou déclarations.

Elles peuvent justifier des refus d'autorisation ou des prescriptions subordonnant leur délivrance.

### **Chapitre 2-1 - Dispositions applicables en zone verte**

**La zone verte (V)** est une zone réservée à l'expansion des crues qu'il s'agisse des **zones d'aléa fort (V1)** ou **d'aléa faible (V2)** Elle est en général très peu urbanisée, l'activité agricole y est dominante.

#### **Zone V1**

##### **Article 2-1-1 V1 Sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles prévues à l'article 2.1.2 V1 ci dessous.

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changement de destination, réfection, extension ou modifications :**

. **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux, extension d'emprise des constructions.

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé des caravanes, la création de logements nouveaux, l'extension des terrains de camping et caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances...

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux pouvant être entraînés par la crue ...

**Article 2-1-2 V1- Sont soumis à des conditions particulières :**

**- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs au regard du type de production et de la structure des exploitations concernées et sous réserve :**

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue

**- Les réserves artificielles d'eau de substitutions nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs et sous réserve :**

- de l'absence de remblai ou endiguement, pour préserver le champ d'expansion des crues,
- de ne pas exposer aux événements les équipements vulnérables ou sensibles nécessaires au fonctionnement de ces ouvrages,
- d'éviter les implantations aggravant l'aléa ou l'ampleur des phénomènes, avec impact sur des enjeux identifiés.

**- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone,** notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

**- Les constructions de superstructures indispensables au fonctionnement d'activités sportives ou de loisirs de plein air,** à l'exclusion de tout bâtiment à usage résidentiel et après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone.

**- Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à six mètres carré (6m<sup>2</sup>) de Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

**- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone,** notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

**- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes,** notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

**- Les changements de destination et adaptation sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public de types O (hôtels ou pensions de famille), R (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), U (établissements de soins) et J (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) avec hébergement.**

**- les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés.

**Zone V2**

**Article 2-1-1 V2 sont interdits :**

**- Toutes constructions et installations nouvelles**, ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-1-2 V2 ci dessous.

**- Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changement de destination, réfection, extension ou modifications :**

. **qui risquent de gêner l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures... pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux,

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la cote de référence, le stationnement isolé de caravanes...

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

**Article 2-1-2 V2 sont soumises à des conditions particulières :**

**- Les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, aux activités de loisirs, à l'extension de terrains de camping et de caravanage, de parc résidentiel de loisirs, de village de vacances, sous réserve :**

- qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue,
- que les planchers soient situés au dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage,
- qu'elles ne présentent aucun risque de pollution en cas de crue.

**- Les réserves artificielles d'eau de substitutions nécessaires à l'activité agricole avec éléments justificatifs sur l'impossibilité de les réaliser ailleurs et sous réserve :**

- de l'absence de remblai ou endiguement, pour préserver le champ d'expansion des crues,
- de ne pas exposer aux événements les équipements vulnérables ou sensibles nécessaires au fonctionnement de ces ouvrages,
- d'éviter les implantations aggravant l'aléa ou l'ampleur des phénomènes, avec impact sur des enjeux identifiés.

**- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales, constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

**- Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à six mètres carré (6m<sup>2</sup>) de Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

**- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...**

**- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...**

**- Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

**- les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue,
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue,
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue,
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de bien exposés.

## **Chapitre 2-2 - Dispositions applicables en zone orange**

**La zone orange (O) d'aléa fort**, est une zone urbanisée où compte tenu d'une occupation du sol importante, de la continuité du bâti et de la mixité des usages entre logements commerces et services, il convient d'y laisser quelques possibilités d'aménagement des constructions moyennant prescriptions.

### **Article 2-2-1 sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau visant à réduire le champ d'inondation, à l'exception de celles visées à l'article 2-2-2 ci dessous.

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changement de destination, réfection, extension ou modifications :**

. **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux,

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage en dessous du niveau de la crue de référence d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau ...

. **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances..

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue .

### **Article 2-2-2 sont soumis à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques..

- **Les constructions et installations directement liées à la pratique du jardinage à caractère familial ou ouvrier et limitées à six mètres carré (6m<sup>2</sup>) de Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) par parcelle d'usage afin de ne pas aggraver le risque par rapport à l'ensemble de la zone.**

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en établissement recevant du public de types O (hôtels ou pensions de famille), R (crèches, maternelles, jardins d'enfants, haltes garderies, autres établissements d'enseignement internats ; colonies de vacances), U (établissements de soins) et J (structures d'accueil pour personnes âgées ou handicapées) avec hébergement.**

- **Les adaptations, modifications ou extensions de constructions existantes sous réserve :**

- Qu'elles ne gênent pas l'écoulement de la crue,
- Qu'elles ne risquent pas de polluer l'eau en cas de crue,
- Qu'elles n'augmentent pas le risque de création d'embâcle en cas de crue,
- Qu'elles n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés.

## **Chapitre 2-3 - Dispositions applicables en zone bleue**

**La zone bleue (B)** est une zone urbaine, où l'aléa de la crue de référence est faible. C'est une zone dans laquelle il est possible à l'aide de prescriptions de préserver les biens et les personnes.

**Article 2-3-1 sont interdits :**

**- la création de terrains de camping et de caravanage.**

**Article 2-3-2 sont soumis à des conditions particulières :**

**- Les constructions et installations nouvelles, les adaptations ou modifications des constructions ou installations existantes:**

**.qui n'augmentent pas la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment annexes, mur ou clôture, remblais, serres...

**.qui n'augmentent pas le nombre de personnes ou de biens exposés**. En particulier, le premier niveau de plancher utile devra être aménagé au-dessus de la cote de plancher figurant au plan de zonage,

**. qui ne présentent pas de risque de pollution en cas de crue,**

**. dont l'emprise au sol** des constructions ou de leurs supports et des installations ne dépasse pas trente pour-cent (30%) de la surface du terrain d'assiette contenu dans la zone bleue.

**- Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, écluses, quais, pontons, micro-centrales constructions ou installations liées à la navigation et aux loisirs nautiques...

**- Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication...

**- Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux.

**- Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher.**

## **Chapitre 2-4 - Dispositions applicables en zone rouge**

**La zone rouge (R)** comprend des zones submersibles de petits bassins versants à régime torrentiel considérées comme zones d'aléa fort où l'inconstructibilité est la règle.

### **Article 2-4-1 sont interdits :**

- **Toutes constructions et installations nouvelles** ainsi que tous travaux et ouvrages dans le lit majeur des cours d'eau, à l'exception de celles prévues à l'article 2-4-2 ci dessous :

- **Pour les constructions, installations et ouvrages existants, toutes adaptations, changement de destination, réfection, extension ou modifications :**

. **qui risquent d'augmenter la gêne à l'écoulement de la crue**, notamment remblais, murs ou clôtures pouvant constituer un obstacle à l'écoulement des eaux,

. **qui risquent de polluer l'eau en cas de crue**, notamment stockage d'hydrocarbures ou produits pouvant polluer l'eau en dessous du niveau de la crue de référence quand elle existe,

. **qui augmentent le nombre de personnes ou de biens exposés**, notamment la création de planchers utiles en dessous de la côte de référence quand elle existe, la création de logements nouveaux, le stationnement isolé de caravanes, l'extension des terrains de camping et de caravanage, des parcs résidentiels de loisirs, des villages de vacances.

. **qui augmentent le risque de création d'embâcle en cas de crue**, notamment stockage de matériaux... pouvant être entraînés par la crue.

### **Article 2-4-2 sont soumis à des conditions particulières :**

- **Les constructions et installations directement liées à l'utilisation du cours d'eau après vérification qu'elles n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : prises d'eau, passes, micro centrales, constructions ou installations liées aux loisirs nautiques ...

- **Les travaux d'infrastructures et équipements techniques publics sous réserve d'impératifs techniques et après vérification qu'ils n'aggravent pas le risque par rapport à l'ensemble de la zone**, notamment : infrastructures de transports terrestres, espaces publics, aires de stationnement, ouvrages de distribution d'énergie, d'alimentation en eau potable, d'assainissement, de télécommunication ...

- **Les travaux visant à la mise en sécurité des personnes**, notamment : plate forme, voirie ou escalier ou passage hors d'eau destinés à faciliter l'évacuation sous réserve de limiter au maximum l'encombrement à l'écoulement des eaux ...

- **Les changements de destination sous réserve de mise hors d'eau du premier niveau de plancher, à l'exception des transformations en logement ou établissement recevant du public.**

## **TITRE III - REGLES DE CONSTRUCTION**

Les règles du présent titre valent règles de construction au sens du Code de la Construction et de l'habitation et figurent au nombre de celles que le Maître d'ouvrage s'engage à respecter lors de la demande d'autorisation d'urbanisme.

Leur non respect, outre le fait qu'il constitue un délit, peut justifier une non indemnisation des dommages causés en cas de crue (article L 125-6 du Code des Assurances). Elles sont applicables dans toutes les zones.

### **Article 3-1 dispositions applicables aux biens et activités futurs**

- Toutes les constructions et installations doivent être édifiées sur des piliers isolés ou sur vide sanitaire, à l'exception des parties annexes qui pourront reposer sur un plancher dit en terre plein, au niveau du terrain naturel,
- Toutes les constructions et installations doivent être fondées dans le bon sol de façon à résister à des affouillements, à des tassements ou à des érosions localisées,
- Les fondations, murs et parties de la structure situés au-dessous de la cote de plancher doivent comporter une arase étanche,
- Les parties de constructions ou installations situées au dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux étanches aux infiltrations,
- Les revêtements de sols et de murs, les protections phoniques et thermiques situés au-dessous de la cote de plancher doivent être réalisés avec des matériaux insensibles à l'eau,
- les compteurs électriques doivent être placés à la cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm),
- Les équipements électriques, électroniques, micro-mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher,
- Le mobilier d'extérieur de toute nature, doit être fixé de façon à résister aux effets d'entraînement de la crue de référence,
- Les réseaux de chaleur doivent être équipés d'une protection thermique hydrophobe,
- Les voies d'accès, les parkings, les aires de stationnement doivent être arasés au niveau du terrain naturel et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau,
- S'il est nécessaire que le profil en long des voies d'accès se situe au-dessus de la cote de référence, ces voies doivent être équipées d'ouvrage de décharge dont l'ouverture permettra l'écoulement de la crue. Elles doivent être protégées de l'érosion et comporter une structure de chaussée insensible à l'eau.

### **Article 3-2 dispositions applicables aux biens et activités existants**

Dispositions à mettre en oeuvre à l'occasion de travaux de rénovation ou remise en état après une inondation dans les limites fixées par l'article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 :

1°) Les menuiseries (portes, fenêtres, vantaux ...), les revêtements de sols et murs, les protections phoniques et thermiques situées au-dessous de la cote de la crue de référence seront reconstitués avec des matériaux insensibles à l'eau.

2°) Les compteurs électriques seront remplacés à une cote égale à la crue de référence majorée de cinquante centimètres (50 cm).

3°) Les réseaux électriques intérieurs seront dotés d'un dispositif de mise hors service automatique ou rétablis au-dessus de la cote de plancher.

Dans la mesure où ils peuvent être déplacés sans la réalisation de travaux importants, les équipements électriques, électroniques, micro mécaniques et les appareils électroménagers doivent être placés au-dessus de la cote de plancher.

### **Article 3-3 mesures individuelles de prévention**

Pour les constructions existantes, sous réserve de faire vérifier par un homme de l'art, la résistance des planchers et des murs anciens. L'installation de dispositifs d'étanchement des ouvertures devra permettre de se protéger jusqu'à au moins un mètre (1 m) de hauteur par rapport au terrain naturel.

## **TITRE IV - GESTION DES OUVRAGES EN RIVIERE**

Les ouvrages installés dans les cours d'eaux présentent une grande variété de situations liées à :

- leurs vocations (usage hydroélectrique, retenue de prise d'eau, loisir, aménagement hydraulique, passe à poissons, ouvrage désaffecté, etc. ...),
- leur structure et leur dimensionnement (chaussées de moulins, seuils, épis de protection de berges, digues, vannes clapets, barrage poids, barrages voûte, canaux),

Les ouvrages d'art (pont routier, pont ferroviaire, pont canal,...) influencent également le libre écoulement des eaux, lors des crues, du fait du profil des piles, de la section hydraulique, des remblais et de la présence d'ouvrages de décharge en lit majeur).

Les conséquences d'un défaut d'entretien des ouvrages et de leurs débouchés hydrauliques, peuvent conduire, par la présence d'embâcles, à l'exhaussement des eaux en amont de l'aménagement et à une modification locale de la zone inondable.

Des embâcles peuvent modifier la propagation de l'onde de crue et conduire jusqu'à la ruine complète de certains ouvrages.

L'entretien courant, ainsi que les opérations ponctuelles telles que l'enlèvement des embâcles qui garantissent la pérennité d'un ouvrage et le maintien de son débouché, sont à la charge du maître d'ouvrage et sous sa responsabilité.

L'évacuation des matériaux résultant de l'entretien des ouvrages (terre, gravats, végétaux, bois mort, souche, etc...) pour assurer un débouché hydraulique nominal, s'effectuera par voie terrestre (route, voies ferrées).

Le service déconcentré de l'Etat, en charge de la police des eaux, sera amené à veiller à la bonne conduite de ces travaux d'entretien et à dresser procès-verbal en cas de non respect des règles de gestion édictées par le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles.

## **TITRE V - MESURES PREVENTIVES DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE**

Il s'agit de mesures d'ensemble qui doivent être prises par les collectivités publiques, en respectant les compétences qui leur sont dévolues, ou incomber aux particuliers éventuellement regroupés en associations syndicales.










Elles sont notamment destinées à assurer la sécurité des personnes et à faciliter l'organisation des secours.

### **Elaboration des Plans Communaux de Sauvegarde et des Dossiers d'Information Communaux sur les Risques Majeurs :**

Dans les communes à PPR approuvé, la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 a rendu obligatoire l'élaboration par les communes de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS). Ces documents doivent être établis dans les deux (2) ans qui suivent l'approbation du PPR.

Par ailleurs et en application de l'article R 125.11 du code de l'environnement, les communes mentionnées à l'article R 125.10 du même code doivent établir un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

**Commune de FRAYSSINET**  
**Plan de zonage**

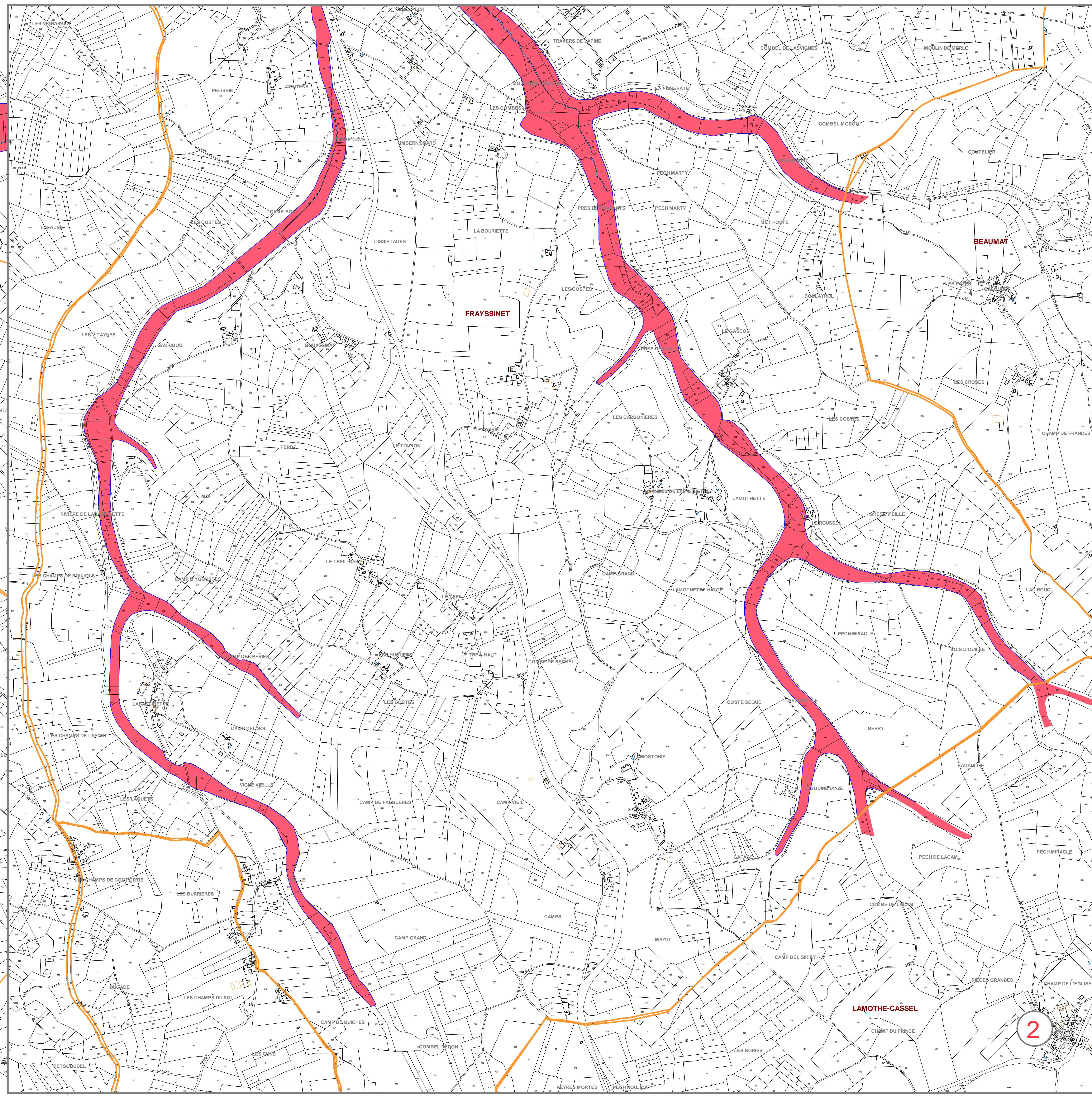
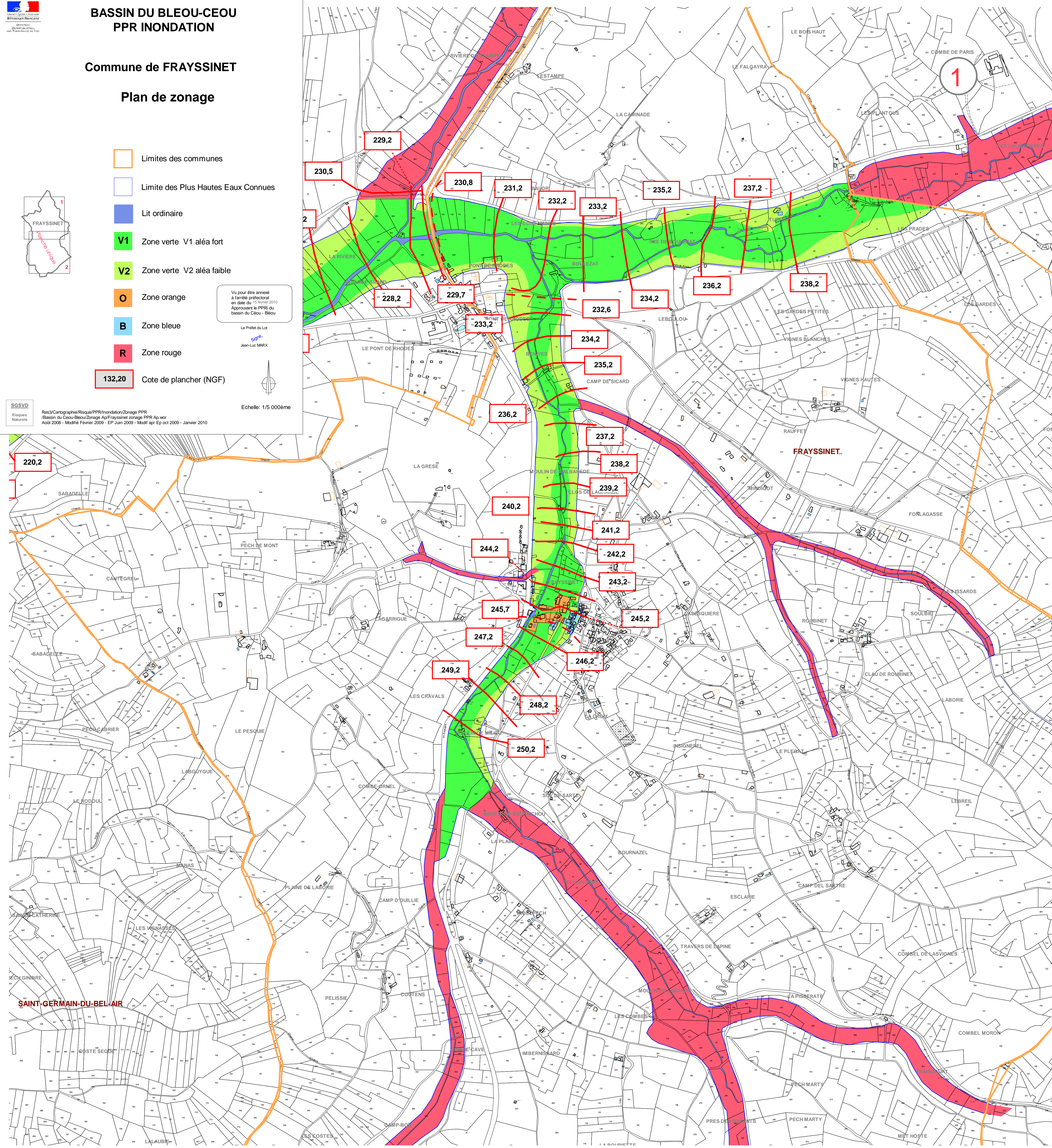
-  Limites des communes
-  Limite des Plus Hautes Eaux Connues
-  Lit ordinaire
-  V1 Zone verte V1 aléa fort
-  V2 Zone verte V2 aléa faible
-  O Zone orange
-  B Zone bleue
-  R Zone rouge
-  132.20 Cote de plancher (NGF)

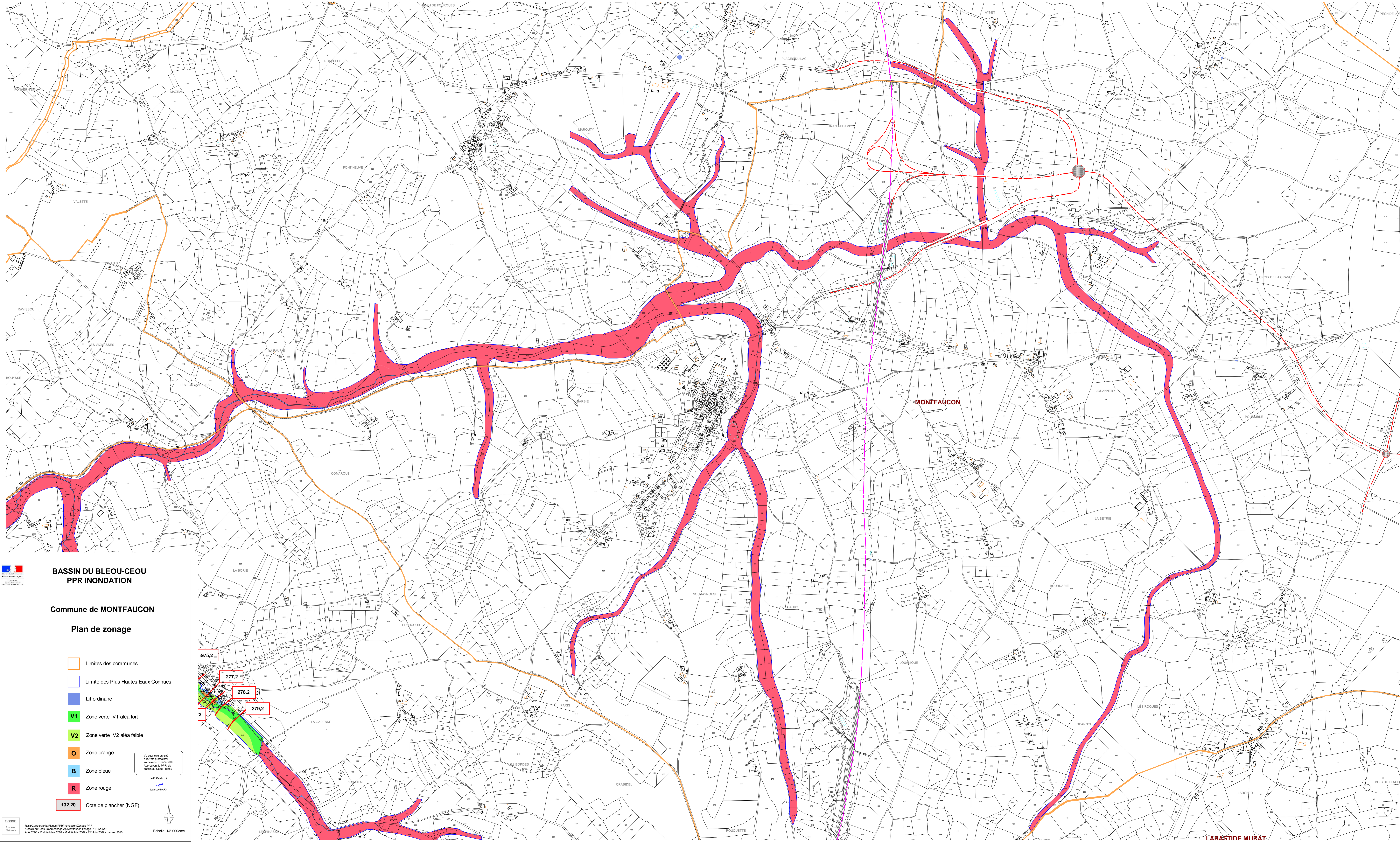
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 15 février 2010 approuvant le PPR du bassin du Ceou - Bleou

Le Maire du Lit  
Jean-Luc MAIX

Echelle: 1/5 000ème

SBSDV  
Risques  
Naturels  
Réalisation: Cartographie/Risques/PPR/Inondation/Zonage PPR  
Bassin du Ceou - Bleou/Zonage PPR Inondation  
Année 2008 - Modifié Février 2009 - EP Juin 2009 - Modif apr EP oct 2009 - Janvier 2010





**BASSIN DU BLEOU-CEOU  
PPR INONDATION**

**Commune de MONTFAUCON**

**Plan de zonage**

- Limites des communes
- Limite des Plus Hautes Eaux Connues
- Lit ordinaire
- V1** Zone verte V1 aléa fort
- V2** Zone verte V2 aléa faible
- O** Zone orange
- B** Zone bleue
- R** Zone rouge
- 132,20** Cote de plancher (NGF)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date du 11/06/2010. Approuvé le PPRi du Bassin du Ceou - Bleou.

La Préfet de La Haute-Garonne

SSSVD  
Système  
Séisme  
Séisme

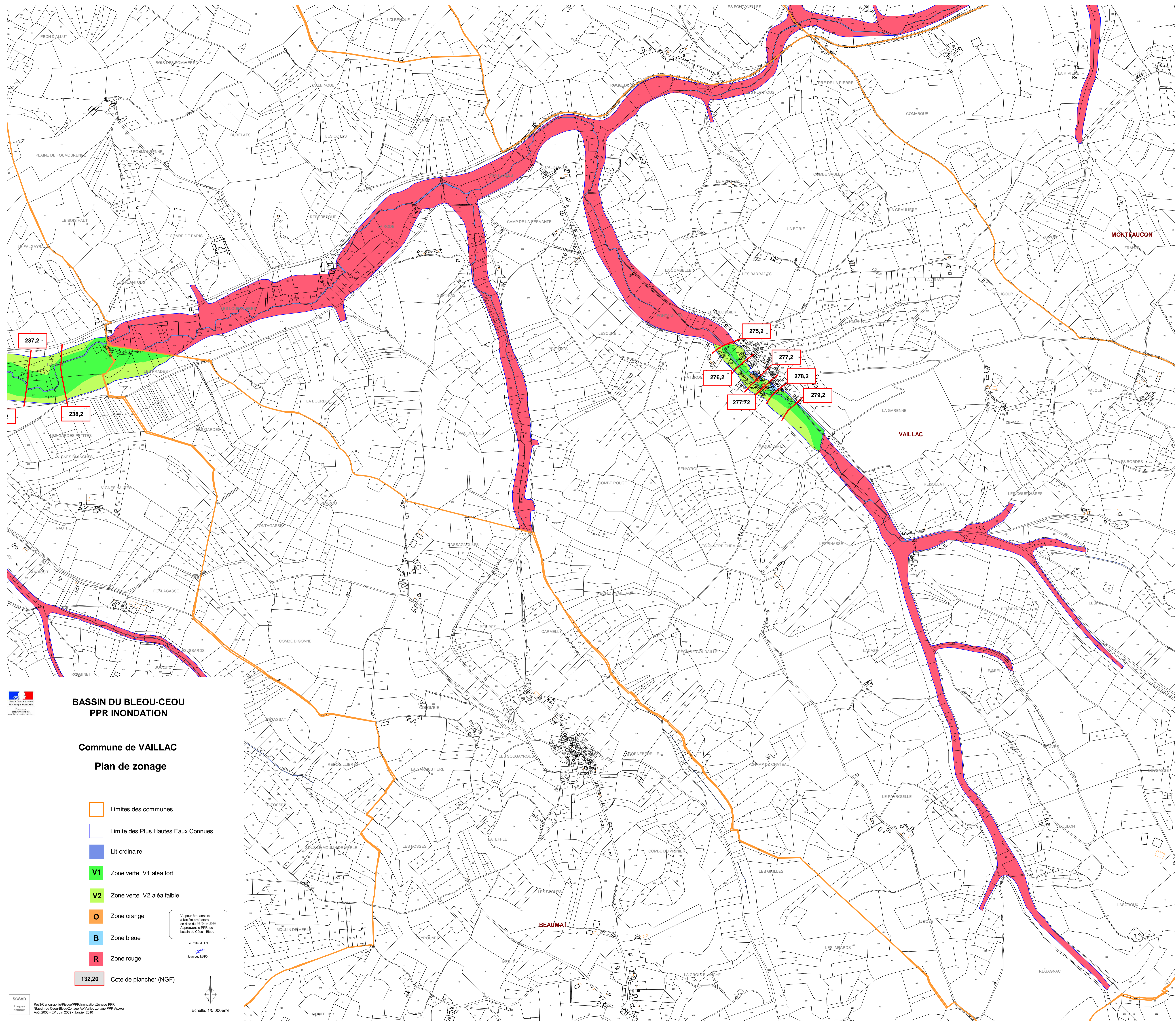
Relevé Cartographique/Plan/PPR/Inondation/Zonage PPR  
Bassin du Ceou-Bleou/Zonage Affilié/Montfaucou Zonage PPR Affilié  
Avis 2005 - Modifié Mars 2009 - Modifié Juin 2009 - EP Juin 2009 - Janvier 2010

Echelle: 1/5 000ème

275,2  
277,2  
278,2  
279,2

LABASTIDE MURAT





## Répertoire des servitudes radioélectriques

DEPARTEMENT: 04 COMMUNE: FRAYSSINET (46113) Type servitude: PT1 Type servitude: PT2 Type servitude: PT2LH

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
30598	D	09/09/2015	PT2LH	I33	44° 52' 22" N	1° 27' 53" E	m	LANZAC/PIPOU 0460140054	LAMOTHE-CASSEL/LES MOULINS DE 0460140055
<b>Communes grevées :</b> FRAYSSINET(46113), LAMOTHE-CASSEL(46151), LANZAC(46153), LOUPIAC(46178), PAYRAC(46215), LE ROC(46239), SAINT-CHAMARAND(46253), SAINT-PROJET(46290), SOUCIRAC(46308), LE VIGAN(46334),									

N°	D/A	Date	Type	Gestion	Latitude	Longitude	Alt. (NGF)	Nom de la station et N° ANFR	Extrémité FH : Nom de la station et N° ANFR
30594	D	09/09/2015	PT1	I33	44° 36' 54" N	1° 29' 32" E	0.0 m	LAMOTHE-CASSEL/LES MOULINS DE 0460140055	
<b>Communes grevées :</b> FRAYSSINET(46113), LAMOTHE-CASSEL(46151), MONTAMEL(46196), USSEL(46323),									

Coordonnées des différents services propriétaires et gestionnaires de servitudes :

N°	Nom du gestionnaire	Adresse	Code Postal	Ville	Téléphone	Télécopie
I33	SGAMI-SUD-OUEST	89, cours Dupré de Saint Maur	33028	BORDEAUX CEDEX	05.56.99.77.77	05.56.44.70.92

Les informations fournies dans la base de données **SERVITUDES**, résultant de la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'article R20-44-11 5° du code des postes et communications électroniques, sont des fichiers administratifs dont la fiabilité n'est pas garantie. Cela vaut notamment pour les coordonnées géographiques : il convient de rappeler que ce sont les plans et décrets de servitudes qui sont les documents de référence en la matière.

Pour des renseignements plus complets (tracé exact des servitudes, contraintes existantes à l'intérieur des zones de servitudes), les documents d'urbanisme sont consultables auprès des DDE et des mairies. En effet, l'ANFR notifie systématiquement les plans et décrets de servitudes aux DDE et aux préfetures (en charge de la diffusion aux mairies) pour que soient mis à jour les documents d'urbanisme. Les copies des plans et décrets peuvent être consultés aux archives nationales (adresse ci-dessous).

Hors zones de servitudes, d'autres contraintes peuvent s'appliquer (Cf. article L112.12 du code de la construction relatif à la réception de la radiodiffusion). Concernant d'éventuelles interférences avec des stations radioélectriques non protégées par des servitudes, le site [www.cartoradio.fr](http://www.cartoradio.fr) recense les stations hormis celles dépendant de l'Aviation Civile et des ministères de la Défense et de l'intérieur.